

Document

Goldman Sachs : une des pièces maîtresses du cartel bancaire – Partie 1. (21.03)

(Liesi)

18 mars 2012

Suite au krach de 1929, différentes commissions du Congrès américain firent l'analyse de ce désastre. Les auditions de la commission Fletcher-Pecora mirent en évidence des pratiques bancaires scandaleuses. Les investigations des membres du Congrès tournèrent en partie sur les activités de la banque d'affaires new-yorkaise Goldman Sachs, créée en 1869 !

Elles mettaient en lumière le danger évident que pose une situation dans laquelle une seule institution financière mêle une activité de banque de dépôt, de banque d'affaires/courtage et de compagnie d'assurance. Finalement, l'enquête incisive menée par le Congrès américain sur la crise de 1929, déboucha sur la loi Glass-Steagall (Banking Act of 1933), du 16 juin 1933.

Cette loi imposait une séparation entre les différentes activités des banquiers : les banques d'affaires conseillant les émetteurs des titres, et les banques de dépôt conseillant plutôt les épargnants. Clairement, cette loi interdit à toute banque de dépôt de posséder une banque d'affaires ou bien d'acheter, de vendre ou de souscrire à des titres financiers, domaine réservé aux banques d'affaires.

A l'inverse, il est interdit aux banques d'affaires d'accepter les dépôts de simples clients, ce qui relève exclusivement des banques de dépôt.

Dans la foulée, les banquiers comprirent qu'une part importante du cycle de profits des années 1920 serait tarie. W.C. Potter, de la banque Guaranty Trust (appartenant à la maison Morgan), clama que ce projet de loi était la chose « *la plus désastreuse* » qu'il ait jamais entendue. L'American Bankers Association (l'association américaine des banquiers) s'y opposait. En fait, la loi Glass-Steagall touchait un nerf sensible de l'oligarchie.

Après son adoption, et pendant soixante-six ans, les financiers les plus rapaces dépensèrent des milliards de dollars pour faire sauter ce verrou légal !

Le triomphe du cartel bancaire

Un grand pas, en ce sens, fut franchi en octobre 1982, avec l'adoption de la loi Garn-St-Germain, qui ouvrait la voie à la dérégulation de tout le système bancaire américain. « *Sans toucher à Glass-Steagall directement, mais en éliminant les plafonds sur les taux usuriers, cette loi permit d'en diluer l'application et d'introduire la dérégulation. Elle permit notamment aux caisses d'épargne d'élargir leur champ d'activités bancaires et d'investissement, sans régulation. De pair avec la politique de taux d'intérêt très élevés, imposée par le président de la Réserve fédérale, Paul Volcker, en octobre 1979, cette nouvelle loi précipita les caisses d'épargne américaines dans la crise qui allait frapper de plein fouet quelques années plus tard* ».

Finalement, la loi Gramm-Leach-Bliley, sur la modernisation financière, permit à une vingtaine d'institutions financières (contrôlées par le cartel bancaire) de triompher ! Et qui fut à l'origine de ce coup d'éclat ? Le secrétaire au Trésor de Clinton, Robert Rubin, un ancien de... Goldman Sachs.

(A suivre)